

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TARTEFRAIS STEP

ZI Su du Calvados
9 Rue Louis Rochet
14700 Falaise

Références : 2025-024
Code AIOT : 0005306255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement TARTEFRAIS STEP implanté ZI Sud du Calvados 9 Rue Louis Rochet 14700 Falaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a accompagné le laboratoire en charge du contrôle inopiné du rejet aqueux de la station d'épuration.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TARTEFRAIS STEP
- ZI Sud du Calvados 9 Rue Louis Rochet 14700 Falaise

- Code AIOT : 0005306255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société TARTEFRAIS est spécialisée dans la fabrication de pâtisseries fraîches (tartes sucrées) longue conservation. La présente inspection a pour objet le contrôle des installations de traitement des rejets d'eaux industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compatibilité SDAGE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
4	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 03/02/2010, article 4.3.9.1	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport du contrôle inopiné (n°E.2024.12256-1-1) conclut au respect des valeurs limites en flux et en concentration, à l'exception du paramètre Phosphore, pour lequel l'exploitant a fait une demande de modification de la valeur limite d'émission.

Les résultats du contrôle inopiné sont cohérents avec les résultats de l'autosurveillance fournis par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité SDAGE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation

piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Constats :

L'inspection des installations classées (IIC) s'est rendue le 2 Juillet sur le site de la Société TARTE-FRAIS située à Falaise afin de présenter à l'exploitant la problématique soulevée par les rejets de son établissement vis-à-vis de la perspective de retour au bon état écologique de l'Ante (unité hydrographique de la Dives), tel que demandé par la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE (DCE).

L'état des lieux 2019 du SDAGE Seine-Normandie a jugé comme significatif le rejet issu de cet établissement et l'a qualifié ainsi de potentiel co-responsable de la dégradation du cours d'eau de la Dives.

Les valeurs limites de rejets de cet établissement sont fixées par l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2010 l'autorisant et le réglementant. L'exploitant a déposé le 9 octobre 2019 une demande modification de ces valeurs limites pour les paramètres DCO et, Phosphore total.

Afin d'analyser la situation, l'IIC a examiné les valeurs limites d'émission (VLE) fixées dans l'arrêté préfectoral précitées pour les macropolluants (DCO, DBO5, MES, NTK ou NKJ, Ptotal, NH4+), les données du milieu récepteur et les objectifs du SDAGE pour permettre l'atteinte du bon état écologique, ainsi que la proposition d'adaptation des valeurs limites demandées par l'exploitant dans son dossier. L'IIC a également examiné les VLE applicables au Fluoranthène (micro-polluant), paramètre chimique déclassant pour la masse d'eau.

Au regard de l'état des lieux 2019 et des normes de rejet, il est conclu que le rejet ne dégrade pas la classe d'état écologique du cours d'eau, ni sa classe chimique.

De même, l'augmentation demandée par l'exploitant de la valeur limite de rejet en phosphore limitée à 1mg/L, et en DCO à 90 mg/L ne dégraderait pas la classe d'état écologique du cours d'eau, ni sa classe chimique.

Ainsi il est estimé que le rejet de l'établissement est conforme à la DCE sous réserve de ne pas dépasser une concentration de 1 mg/L en phosphore total, 90mg/L en DCO et les normes de rejets des autres paramètres qui lui sont applicables au terme de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2010. **Une évolution des VLE en ce sens sera réalisée lors de la prochaine modification de l'arrêté.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V

Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'accès au point de prélèvement était accessible pour le laboratoire de prélèvement et pour l'inspecteur des installations classées.

Le rejet de l'établissement est équipé d'un canal de mesure. La mesure de débit est réalisée via un déversoir frontal de paroi simple avec échancrure triangulaire et une sonde à ultrason pour la mesure de hauteur d'eau permettant d'évaluer de débit de rejet.

Le prélèvement mis en place par le laboratoire extérieur est situé à proximité du tuyau de prélèvement de l'installation de l'exploitant.

Le laboratoire n'a pas relevé d'anomalie lors de la dépose du matériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V

Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

Lors de la récupération du matériel après 24h de prélèvement, le matériel du laboratoire ne semblait pas avoir été touché. Le volume prélevé était suffisant pour remplir les flacons du laboratoire et les deux flacons laissés à l'exploitant pour une éventuelle contre-analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2010, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE - rejet vers le milieu récepteur

Prescription contrôlée :

Paramètre	Concentration maxi journalière mg/l	Flux maximal journalier kg/j
MES	5	0.46
DCO	50	4.6

DBO5	5	0.46
Azote Global : NGL	2	
Azote total Kjeldahl : NTK	1.75	
Phosphore Total : Pt	0.2	

Constats :

Le contrôle inopiné réalisé le jour du contrôle par un laboratoire agréé montre que le rejet de l'établissement respecte les valeurs limites de rejets de l'ensemble des paramètres à l'exception du Phosphore total pour lequel la demande de dérogation est en cours d'instruction.

La concentration mesurée dans le prélèvement de Phosphore est de 0.58 mg/L. Bien que cette concentration soit supérieure à la valeur limite de rejet, elle est inférieure à la concentration de 1 mg/L, pour laquelle l'inspection a vérifié que le rejet était compatible avec la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE (DCE) (cf point de contrôle 1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives

Prescription contrôlée :

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'autosurveillance renseignée par l'exploitant sur l'application GIDAF montre quelques dépassements d'ampleur limité sur le paramètre DCO notamment.

Pour chaque dépassement l'exploitant indique les mesures correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à

ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'autosurveillance du rejet des eaux traitées par la station dépuracion respecte les fréquences minimales imposées par l'arrêté du 3 février 2010 préfectoral autorisant et encadrant la qualité du rejet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant transmet régulièrement les déclarations via GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si auto-surveillance non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les analyses des rejets sont réalisées par le laboratoire agréé CARSO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : [...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats : La station d'épuration fait l'objet de l'agrément SRR n°14258010 depuis le 7 décembre 2015, le dernier audit terrain réalisé dans ce cadre, le 6 juin 2024, valide l'autosurveillance et le matériel mis en place par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite